

20230523 Lyon Mag

<https://www.lyonmag.com/article/136243/il-n-y-a-pas-eu-d-expulsion-apres-l-evacuation-du-gymnase-chanfray-la-mairie-de-lyon-se-justifie>

“Il n’y a pas eu d’expulsion” : après l’évacuation du gymnase Chanfray, la mairie de Lyon se justifie



Image d'illustration - LyonMag

Après l’intervention des forces de l’ordre pour évacuer les personnes sans-abris du gymnase Chanfray, [Sandrine Runel](#) rend des comptes.

Ce mercredi 22 mai, [l’évacuation d’un second gymnase lyonnais](#) a mis la mairie dans l’embarras : sur le coup des 20h30, les autorités ont évacué environ 80 personnes, majoritairement des femmes, du collectif Solidarité entre femmes à la rue, sur demande de la Ville et du maire du 2e arrondissement, venu remettre de l’huile sur le feu de la gestion du sans-abrisme par les écologistes.

Mais alors que les collectifs s’insurgent, l’évacuation ne s’étant pas déroulée dans les conditions les plus pacifiques qu’il soit, silence au bout de la ligne pour [Grégory Doucet](#) : en ce jeudi 23 mai, c’est Sandrine Runel qui a pris le micro, dans ses fonctions d’adjointe aux solidarités et à l’inclusion sociale.

Le discours commence fort, en niant tout simplement les faits : *“Il n’y a pas eu d’expulsion ou de remise à la rue de personnes du gymnase Chanfray”*. La mairie a en effet décidé de réaccorder les violons sur son propre La : *“des personnes qui étaient à la rue se sont introduites vers 18h dans le gymnase. Nous avons rappelé à ce collectif et ces femmes qu’elles ne pouvaient pas y rester et s’y introduire de manière illégale, que ce n’était pas une solution et qu’elles devaient quitter les lieux.”*

Grosse emphase sur le *“illégale”* de la part de l’adjointe, précisant que l’évacuation (qui en est apparemment devenue une) s’était faite dans le calme et *“sans heurt”*.

Alors, changement de doctrine face au zéro enfant à la rue initialement annoncé ?

Visiblement pas, juste une petite sortie de route, principalement dûe à la non-intervention étatique : *“on tient notre engagement, notre ligne politique ne dévie pas. On est pleinement mobilisés, et on est déterminés à ce que les enfants qui sont à la rue ne le soient plus.”* Et aux *“méthodes”* employées par les collectifs : *“nous ne sommes pas en capacité d’accompagner dignement ces familles qui rentrent dans des gymnases de cette manière. on dénonce la méthode de ces collectifs.”*

En revanche, il y a peut-être eu une légère surestimation des compétences de la Ville en un mandat, qui se voyait éradiquer le sans-abrisme infantile en six ans : le retour à la réalité apparaît comme plutôt brutal, quand l’adjointe annonce avoir *“fait le maximum, poussé nos murs, fait un recours contre l’État”*. Il est donc l’heure de revenir à cette partie de ping-pong sans fin entre les différentes entités publiques : *“L’État doit se mobiliser, on appelle la préfète à se mobiliser à nos côtés.[...] Nous ne pourrions pas agir seuls”*. Préfète auprès de qui le maire aurait passé l’après-midi *“pour travailler à des solutions”*, ce qui expliquerait son absence remarquée et la solitude de son unique soldat envoyé au front médiatique.

Quelle solution pour les 80 occupant(e)s du gymnase ?

“On a fait la proposition de nuitées d’hôtels, de mise à l’abri en urgence pour les femmes vulnérables, en situation de souffrance : j’ai demandé les informations aux collectifs, je ne les ai toujours pas, donc je ne sais pas où elles sont ni combien elles sont.”

L’objectif zéro enfant dehors s’éloigne donc un peu plus, alors que l’adjointe indique que le nombre d’enfants à la rue a déjà *“doublé”*, et que la situation s’inscrit dans un contexte plus global de *“précarisation de la société”*. Dézoomer pour se dédouaner, une stratégie de la dernière chance ?

De leurs côtés, les collectifs n’auraient *“pas répondu”* aux propositions de solutions évoquées par la mairie et Sandrine Runel.

La balle est dans le camp de la préfète et de l’État, dans l’attente de la prochaine manche de cette partie s’allongeant excessivement.